

est troublé à bord des navires de commerce et qu'il y ait urgence,* le maître de port requiert la force armée pour rétablir la tranquillité provisoirement, et en rend compte au chef d'état-major en même temps qu'il en informe le chef du service administratif.

ART. 19. Le maître de port fait observer sur les quais, places ou chantiers aboutissant ou attenant au port, les règlements établis pour l'entretien de la propreté et assurer la liberté et la facilité des communications du commerce. Il se fait assister du commissaire de police, qu'il requiert à cet effet quand il y a lieu.

ART. 20. Il exerce une surveillance assidue sur tous les faits tendant à compromettre l'entretien et la conservation des quais, cales, jetées, et, en général, de tous les établissements maritimes.

ART. 21. Quand un navire doit être halé sur la cale de halage ou mis à la mer, le maître de port prend les dispositions nécessaires pour qu'il n'en résulte aucun accident, soit dans le port, soit en rade.

ART. 22. Il peut, en cas de sinistre ou de danger, requérir les canotiers, pêcheurs, ouvriers et autres personnes exerçant leur industrie dans le port et sur les quais, pour concourir aux secours nécessaires.

ART. 23. Il dresse des procès-verbaux de toutes les contraventions aux règlements sur la police du port, des quais et de la rade, et provoque les poursuites devant les tribunaux compétents.

Ces procès-verbaux sont soumis à l'enregistrement.

ART. 24. Le maître de port dénonce au procureur de la République tous les crimes ou délits dont il acquiert la connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Il transmet à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

ART. 25. Si quelque crime ou délit est commis dans le port, le maître de port fait arrêter et conduire les coupables devant le procureur de la République.

ART. 26. Dans le cas où le maître de port est injurié, menacé ou maltraité dans l'exercice de ses fonctions, il requiert la force publique et ordonne l'arrestation provisoire des coupables, à charge, par lui, d'en rapporter procès-verbal et d'en rendre compte immédiatement au chef d'état-major.

ART. 27. Lorsque des cadavres sont trouvés, soit dans le port, soit sur la plage, le maître de port en donne immédiatement avis au procureur de la République.

Toutefois, dans le cas d'assassinat dans le port, l'enlèvement du cadavre n'a lieu que lorsque la justice l'a dûment autorisé.

Si le cadavre a été rejeté sur la plage par le flot, et s'il est évident